

SYNTHÈSE DE L'ENQUÊTE NATIONALE SUR LA TROISIÈME ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES 2002 POUR L'ÉCOLE PRIMAIRE (2004-2005)

Sommaire

	pages
Introduction	1
Pilotage départemental	2
Formation et animation	2
Crédits pédagogiques	5
La mise en œuvre des programmes dans les classes maternelles	6
Modifications induites dans le domaine du langage	6
Modifications induites dans les autres domaines	6
La mise en œuvre des programmes dans les classes de CP	6
La mise en œuvre des programmes dans les classes de CE1	7
La mise en œuvre des programmes dans les classes de CE2, CM1 et CM2	7
Maîtrise de la langue et du langage	8
Langues vivantes	9
Sciences et technologie	13
Enseignements artistiques	13
B2i	14
Livrets scolaires	15
<i>Restitution de l'enquête</i>	15

INTRODUCTION

Les programmes 2002 pour l'école primaire sont parus en février 2002 pour une mise en œuvre à partir de la rentrée scolaire 2002. L'année scolaire 2004-2005 constituait la dernière étape de mise en œuvre et concernait les classes de cours élémentaire première année et de cours moyen deuxième année. Les programmes sont désormais appliqués à tous les niveaux de l'école primaire.

Une interrogation à destination des départements

Pour la troisième année consécutive, une enquête a été conduite en vue d'effectuer un suivi de la mise en œuvre. Cette enquête, annoncée dès juillet 2004, est parvenue sous couvert des recteurs d'académie, dans chaque département, fin septembre. Comme les années précédentes, le retour à la DESCO était demandé pour le 15 mai. Cette diffusion précoce du formulaire poursuivait plusieurs objectifs, explicités ainsi :

- présenter très tôt l'information qui est attendue afin que les personnes en charge de la recueillir puissent s'organiser ;
- ménager une période d'observation suffisamment longue pour que les relevés d'information soient nombreux ;
- donner une trame d'observation susceptible de compléter éventuellement les tableaux de bord des circonscriptions et des départements.

Dans la continuité de la restitution de la synthèse de juin 2004, on a cherché à apprécier quantitativement les données recueillies et à pondérer certaines informations. Pour cela, il était nécessaire de connaître le nombre de classes sur lesquelles portent les observations. Il était donc demandé de mobiliser les inspecteurs

responsables des circonscriptions et les conseillers pédagogiques de circonscription ou départementaux pour que leurs visites dans les écoles (à des fins d'inspection ou autre) soient des occasions de relevés d'informations ; ceux-ci pouvaient ainsi être rapportés à un nombre de classes précis. Le bilan départemental devait tenir compte de l'ensemble des relevés effectués, qui pouvaient ne pas porter sur le même nombre de classes pour les différents domaines.

Il était clairement réaffirmé que l'on ne recherchait pas l'exhaustivité ou même de "grands nombres", mais qu'il était impératif de s'appuyer sur une enquête réelle, et non sur des impressions ou des appréciations empiriques en fin d'année.

Le questionnaire d'enquête a été modifié par rapport aux précédents pour s'adapter aux nouveaux niveaux concernés. Néanmoins, plusieurs paramètres peuvent être comparés.

Le bilan présenté porte sur 95 départements. Malgré le long délai et les précautions prises, un manque d'homogénéité et de précision affecte encore les données ; les points de synthèse quantifiés sont donc à considérer davantage comme des ordres de grandeur que comme des données assurées.

REMARQUE

Les moyennes effectuées ne sont pas pondérées suivant les tailles respectives des départements (ex : la Creuse compte autant que le Nord).

PILOTAGE DEPARTEMENTAL

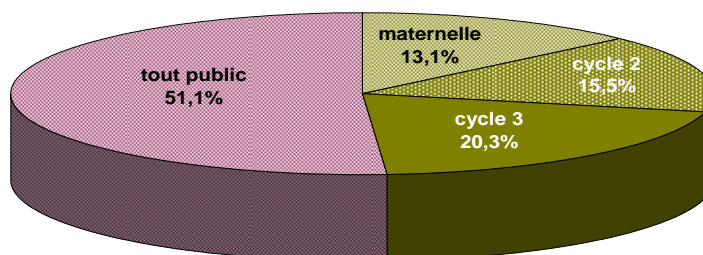
Le responsable de la synthèse départementale est, dans plus d'un cas sur deux, l'IEN adjoint à l'inspecteur d'académie (ou un IEN chargé d'une circonscription du premier degré dans les "petits" départements) ainsi que le tableau de répartition ci-dessous le présente :

I'IA-DSDEN	3
I'EN adjoint	49
un IEN de circonscription	6
une personne des services de l'IA (SG, chef de division ou de service, etc.)	21
un CPC à vocation départementale	8

Formation continue

Nombre de journées de formation-stagiaire		2004-05	2003-04
Maternelle	89 090	13,1 %	17,8 %
Cycle 2	104 848	15,5 %	15,8 %
Cycle 3	137 731	20,3 %	21,0 %
Tout niveau	346 158	51,0 %	46,4 %
	677 827	100 %	

Les sessions de formation continue sont organisées par cycle pour la moitié, avec une part qui augmente de la maternelle au cycle 3 ; elles concernent tous les niveaux pour l'autre moitié. On remarquera (cf. infra) que la répartition est beaucoup plus équilibrée entre les trois cycles en ce qui concerne les animations pédagogiques (leur caractère obligatoire peut l'expliquer).



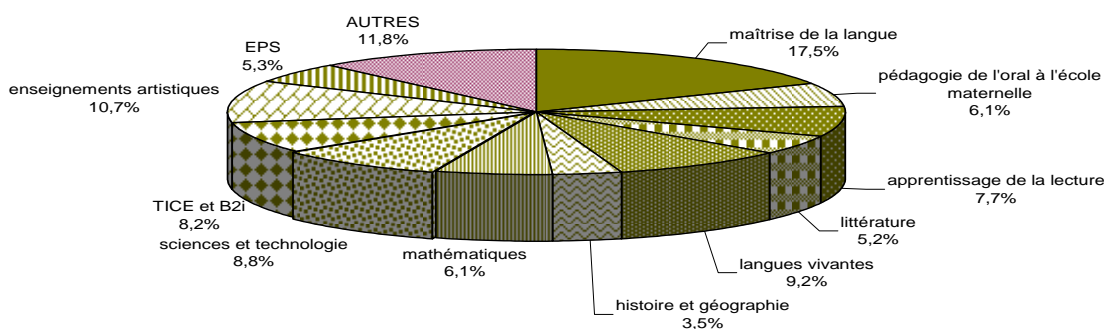
Les thèmes traités lors de ces journées sont majoritairement liés aux champs disciplinaires ou aux contenus d'enseignement (453 362 journées-stagiaire - 88%) par rapport aux préoccupations d'organisation et de fonctionnement quotidiens des écoles et des équipes pédagogiques ou d'une réflexion pédagogique professionnelle (60 422 - 12%).

9 thèmes principaux donnent lieu à des "volumes" d'actions indiqués ci-dessous ; pour mémoire, les données collectées en 2002-2003 et 2003-2004 sont rappelées (grisé).

	juin 05	juin 04	juin 03
maîtrise de la langue	17,5 %	16,2 %	
oral à l'école maternelle	6,1 %	5,8 %	
apprentissage de la lecture	7,7 %	6,7 %	
littérature	5,2 %	5,9 %	
<i>soit Français</i>	36,5 %	34,6 %	32 %
langues vivantes	9,2 %	10,1 %	9 %

	juin 05	juin 04	juin 03
mathématiques	6,1 %	5,8 %	5 %
sciences et technologie	8,8 %	11,5 %	13 %
arts et culture	10,7 %	13,2 %	8 %
EPS	5,3 %	4,7 %	5 %
autres	23,4 %	20,2 %	

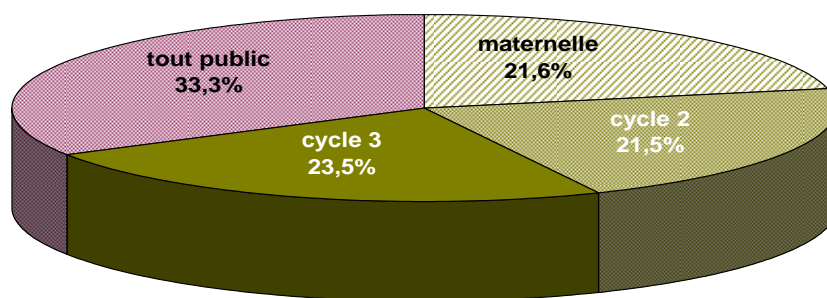
Parmi les sujets liés à l'organisation et à la réflexion professionnelle, le suivi des professeurs des écoles sortant d'IUFM (T1 et T2) représente plus de 35 000 journées de formation (6,8% du volume total de la formation continue), l' AIS occupe 10 408 journées (2%). On peut citer aussi, mais dans une faible proportion la liaison école-collège, les zones et réseaux d'éducation prioritaires (ZEP-REP), le domaine de la santé et de la sécurité (PPMS : plan particulier de mise en sûreté, APER : attestation de première éducation à la route, AFPS : attestation de formation aux premiers secours) ainsi que les formations réglementaires (directeurs d'école).



Animations pédagogiques

Les **animations pédagogiques** représentent 689 560,5 demi-journées enseignants pour les 98 départements recensés. La répartition est équilibrée selon les niveaux :

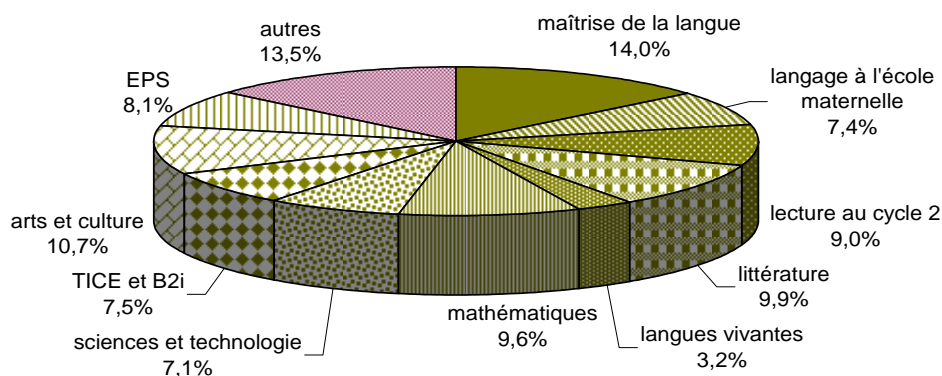
Nombre de demi-journées-enseignant par niveau 2004-2005		2003-2004
maternelle	144 674	21,6 %
cycle 2	144 046	21,5 %
cycle 3	157 276	23,5 %
tous cycles	222 958	33,3 %
total	669 053	100 %



Elles se répartissent selon les thèmes suivants :

	juin 05	Juin 04	Juin 03
présentation des programmes		13 %	8 %
maîtrise de la langue	14,0 %	13 %	
langage à l'école maternelle	7,4 %	8 %	
lecture au cycle 2	9,0 %	10 %	
littérature	9,9 %	11 %	
<i>Soit Français</i>	40,3 %	42 %	37 %
langues vivantes	3,2 %	3 %	7 %

	juin 05	Juin 04	Juin 03
mathématiques	9,6 %	6 %	6 %
sciences et technologie	7,1 %	7 %	9 %
TICE et B2i	7,5 %	8 %	7 %
arts et culture	10,7 %	9 %	7 %
EPS	8,1 %	7 %	5 %
autres	13,5 %	5 %	14 %



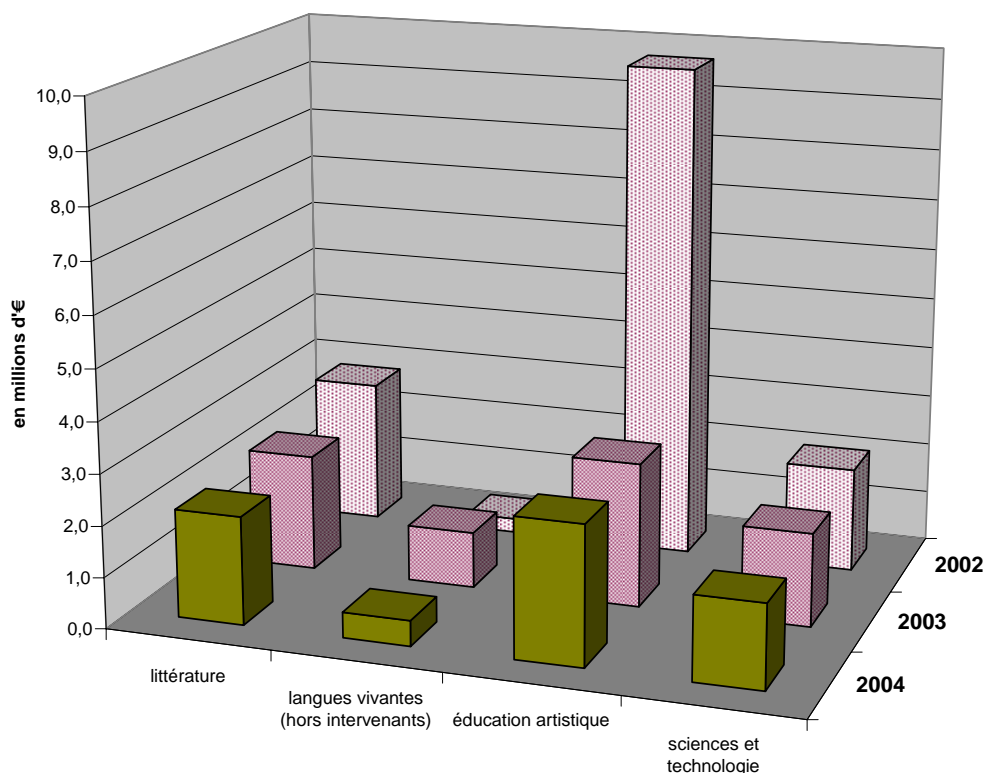
Si le volume horaire des animations pédagogiques est lié aux effectifs (normalement, 12h annuelles par enseignant), celui de la formation continue est lié à des choix de politique éducative. En 2004-2005, le rapport entre les deux va du simple au double.

Les thèmes traités en formation continue dans les IUFM diffèrent sensiblement de ceux traités en animation pédagogique. Les premiers concernent davantage les contenus sur les plans didactiques et pédagogiques, les seconds sont en général plus en prise avec la vie quotidienne de l'école : projet d'école (9175 demi-journées – 1,20%), évaluation CE2 et programmes personnalisés d'aide et de progrès (PPAP - 8914 - 1,17%), fonctionnement de l'équipe pédagogique, ou encore éducation à l'environnement vers un développement durable (EEDD), opération "école et cinéma" etc.

Parmi les autres thèmes on peut citer l'histoire et la géographie (21012 demi-journées - 3,05%), le livret scolaire, l'organisation en cycle (progressions, programmations), les élèves en difficulté, le vivre ensemble, l'AFPS, l'APER, le PPMS mais dans des proportions relativement plus faibles.

Crédits pédagogiques mobilisés au service des programmes 2002

crédit 37-83	total €	nb dépt	moyenne €	minimum €	maximum €
littérature	2 116 294	81	26 127	300	187 479
langues vivantes (hors intervenants)	496 317	54	9 191	60	89 353
éducation artistique	2 720 209	71	38 313	54	253 172
sciences et technologie	1 641 110	73	22 481	215	364 798



L'éducation artistique représente toujours le plus gros budget pédagogique à la fois en terme de volume total et de moyenne départementale bien que son montant ait nettement diminué depuis 2002. Les crédits consacrés à la littérature d'une part et aux sciences d'autre part restent stables même s'ils connaissent un léger tassement.

Par contre, les crédits affectés aux langues vivantes sont très largement distancés à tous points de vue : nombre de départements consacrant des moyens, volume total et moyenne départementale. Cette situation provient très certainement des importants moyens engagés par ailleurs pour la généralisation de l'enseignement des langues vivantes au cycle 3, pour la rémunération des intervenants (non prise en compte ici).

La répartition entre ces quatre domaines d'actions est très variable en fonction de la politique départementale menée, souvent inscrite dans la durée. On notera également que les interventions des partenaires locaux (municipalités et conseils généraux) peuvent avoir un effet modulateur sur la part des crédits d'État.

Le diagramme ci-dessus fournit les sommes consacrées mais ne précise par les pourcentages respectifs, qui ne seront désormais connus qu'en fin d'exercice (effet de la LOLF).

MISE EN ŒUVRE DANS LES CLASSES MATERNELLES

Nombre de classes accueillant des élèves relevant de l'école maternelle ¹ .	70 057
Nombre de classes observées depuis la rentrée 2004 parmi celles recensées ci-dessus.	19 333

Les modifications induites dans le domaine du langage

Le domaine du langage à école maternelle fait l'objet d'un travail particulier ; chaque item est en augmentation par rapport à celui de l'année précédente (voir tableau ci-dessous). Cela montre une réelle préoccupation du corps enseignant. Les enseignants mettent en place des ateliers langage en groupe restreint ; ils notent d'autres formes de pratique de la langue : dictée à l'adulte, défi lecture, meilleure utilisation de la BCD, travail spécifique sur la sonorité de la langue. La structure de l'école évolue (décloisonnement PS/GS ; organisation de classes multi-âge) pour rendre possibles ces modes de travail.

L'aide aux enfants en difficulté, malgré la mise en place de groupes de besoin et une certaine prise en compte de l'hétérogénéité des classes, demeure un problème.

	nb classes	juin 2005	juin 2004
mise en œuvre de programmations ou de progressions de cycle	12698	65,7 % ²	60,7 %
diversification des situations de langage	11959	61,9 %	57,4 %
entrée dans la littérature par les albums	15823	81,8 %	67,3 %
entrée dans l'écrit et liaison oral/écrit (cahiers de vie, ateliers d'écriture,...)	12695	65,7 %	58,4 %
travail spécifique sur les sonorités de la langue	11480	59,4 %	49,6 %
mise en place de groupes de besoin	7137	36,9 %	32,0 %
prise en compte de l'hétérogénéité des élèves	9790	50,6 %	47,4 %
mise en place de l'aide aux élèves en difficulté	9512	49,2 %	43,1 %

Les modifications induites dans d'autres domaines

L'enseignement scientifique est cité dans plus de 50 départements. L'importance d' "Agir dans le monde" n'apparaît que dans 26 départements, à la même hauteur que les Arts visuels et plastiques et le Vivre ensemble.

Par contre, 1/3 des départements cite un travail autour des programmations de cycle et l'élaboration d'outils communs. Dans l'ensemble, une réflexion autour de l'organisation de l'école apparaît.

On reconnaît également la transversalité de la langue dans les différents domaines.

L'évaluation n'est pas encore une pratique commune à tous les départements (21 seulement pensent à la citer)

Conclusion

De manière générale et comme l'an passé, il semble encore nécessaire de prévoir un accompagnement des programmes par la formation des maîtres, pour en encourager une meilleure lecture et une meilleure compréhension, même si l'ensemble des domaines semble couvert.

MISE EN ŒUVRE DANS LES CLASSES DE COURS PRÉPARATOIRE

Nombre de classes de CP (y compris classes multiniveaux incluant des élèves de CP)	31 371
Nombre de classes observées depuis la rentrée 2004 parmi celles recensées ci-dessus.	11 012

¹ Il s'agit des classes des écoles maternelles et des classes accueillant des élèves d'âge maternel dans les écoles élémentaires.

² Les pourcentages indiqués sont rapportés au nombre de classes observées (ex : 12 698 = 65,7% des 19 333 classes observées).

Nombre de classes où l'équilibre est respecté entre " technique de la lecture " (correspondances grapho-phonologiques et identification des mots) et " travail sur le sens " (échanges sur des textes lus à haute voix par le maître, découverte de textes par les élèves, etc.).		8 383	76,1 %
Quand cet équilibre n'est pas respecté, est-ce plutôt au bénéfice de la "technique de lecture" ?	1 568	14,2 %
	... ou au bénéfice du "travail sur le sens" ?	460	4,1 %

La **technique de lecture** est privilégiée dans tous les départements. Lorsqu'un commentaire est exprimé, il indique que c'est plutôt le fait des enseignants les plus anciens alors que les plus jeunes privilégient davantage le **travail sur le sens**.

L'hétérogénéité des élèves est prise en compte dans plus de la moitié des classes (6361 classes ; 57,8%) donnée stable par rapport à juin 2004 (4718 classes ; 58,9%).

Dans près de deux classes sur trois, les documents d'accompagnement "lire au CP" [1] et [2] sont utilisés par les enseignants (6 686 classes ; 60,7%). Cette proportion était de 51,5% l'année précédente.

Le nombre de classes de CP où les évaluations GS/CP proposées par le ministère sont utilisées et celui où une réelle continuité est mise en place avec la grande section est en évolution par rapport à juin 2004 avec respectivement 53,4% vs 49,8% (évaluations) et 50,8% vs 48,4% (continuité).

MISE EN ŒUVRE DANS LES CLASSES DE CE1

Nombre de classes de CE1 (y compris classes multiniveaux incluant des élèves de CE1)	31 429
Nombre de classes observées depuis la rentrée 2004 parmi celles recensées ci-dessus.	9 673

La classe de CE1 se confirme comme étant le lieu de consolidation de l'apprentissage de la lecture : dans 80,5% des classes observées (7 788 classes observées), "technique de la lecture" et "travail sur le sens" sont menés de front.

Dans la continuité du CP et avec encore plus d'ampleur (6 733 classes ; 69,6%), l'hétérogénéité des élèves se traduit par une différenciation pédagogique dans les activités.

Un peu moins de la moitié des classes de CE1 observées s'inscrit dans la continuité et la cohérence pédagogique avec la GS et le CP, témoignant d'une lente mais réelle organisation de la scolarité en cycles.

MISE EN ŒUVRE DANS LES CLASSES DE CE2, CM1 et CM2

Nombre de classes de CE2 (y compris classes multiniveaux incluant des élèves de CE2)	30 701
Nombre de classes observées depuis la rentrée 2004 parmi celles recensées ci-dessus (niveau CE2).	9 398

Nombre de classes de CM1 (y compris classes multiniveaux incluant des élèves de CM1)	30 592
Nombre de classes observées depuis la rentrée 2004 parmi celles recensées ci-dessus (niveau CM1).	9 276

Nombre de classes de CM2 (y compris classes multiniveaux incluant des élèves de CM2)	26 810
Nombre de classes observées depuis la rentrée 2004 parmi celles recensées ci-dessus (niveau CM2).	8 369

Dans quelle proportion les ouvrages lus ont-ils été choisis dans la liste diffusée ?

	moins de 25%	de 25% à 50%	de 50% à 75%	de 75% à 100%
2003	5,7%	26,1%	61,4%	6,8%
2004 (77 départements*)	4% (3)	18,9% (14)	58,1% (43)	18,9% (14)
2005 (84 départements)		9,5% (8)	66,7% (56)	23,8% (20)

(*) : il s'agit, dans ces tableaux, du nombre de départements qui ont fourni des informations "utilisables".

L'intérêt marqué par les écoles pour les ouvrages de littérature pour le cycle 3 figurant dans la liste de référence ne se dément pas ; 90% d'entre elles y puisent plus de 50% des livres lus en classe. La sélection qui allie stabilité et renouvellement et le document d'accompagnement diffusé en janvier semblent avoir correctement joué leur rôle, facilitant la connaissance des ouvrages et l'appropriation des titres de la sélection. Certains départements mentionnent que le document d'accompagnement est une aide appréciée par les équipes de circonscription et les enseignants.

Nombre moyen d'ouvrages lus au CE2 cette année

	4 ouvrages ou moins	5 à 6 ouvrages	7 à 9 ouvrages	10 ouvrages et plus
2003	14,6%	61%	19,5%	4,9%
2004 Informations de 76 départements	10,5% (8)	46% (35)	38,2% (29)	5,3% (4)
2005 Informations de 86 départements	9,3% (8)	55,8% (48)	30,2% (26)	4,7% (4)

Nombre moyen d'ouvrages lus au CM1 cette année

	4 ouvrages ou moins	5 à 6 ouvrages	7 à 9 ouvrages	10 ouvrages et plus
2004 information de 76 départements	5,3% (4)	34,2% (26)	52,6% (40)	7,9% (6)
2005 information de 86 départements	3,5% (3)	30,3% (26)	58,1% (50)	8,1% (7)

Nombre moyen d'ouvrages lus au CM2 cette année

	4 ouvrages ou moins	5 à 6 ouvrages	7 à 9 ouvrages	10 ouvrages et plus
2005 information de 86 départements		20,9% (18)	67,5% (58)	11,6% (10)

Le nombre moyen estimé des ouvrages lus en classe au cycle 3 est encore globalement inférieur à 10. Il convient cependant de dissocier la situation des classes de CM1 et CM2 de celles de CE2.

En effet, plus de 76% des classes de CM1 et près de 80% de celles de CM2 doivent avoir lu 7 livres ou plus, une augmentation corroborée par la diminution du nombre de classes n'ayant lu que 4 livres ou moins, classes qui sont encore 3,5% en CM1 mais qui ont disparu en CM2.

La situation est différente en CE2 où plus de 90% des classes ont lu entre 5 et 6 ouvrages ; on note une diminution par rapport à l'an dernier des classes ayant lu 7 ouvrages et plus qui étaient 43,5% en 2004 et sont à peine 35% en 2005.

Une explication peut être avancée en examinant les formes de travail auxquelles la littérature a donné lieu. S'il semble acquis qu'une lecture intégrale est le plus fréquemment de mise pour une œuvre littéraire (95%) et que faire alterner la lecture individuelle par les élèves et la lecture par le maître est une démarche fréquente qui se renforce encore (83% en 2004 et plus de 88% en 2005), les pratiques les plus favorables aux lecteurs "au long cours" qui sont débutants au CE2 sont celles qui se développent le plus lentement. La lecture à haute voix par le maître augmente progressivement (fréquente dans 38% des classes contre 33% en 2004) alors qu'une différenciation des exigences et des formes de travail, voire des livres lus, selon le niveau des élèves n'est présentée comme fréquente ou très fréquente que dans 35% des classes et l'organisation de débats interprétatifs dans un peu plus de 47% des classes. Les maîtres, très sensibilisés à la prise en compte des difficultés scolaires, privilégient des pratiques dont l'efficacité peut leur paraître avérée, la lecture en classe par

les élèves qui est fréquemment en usage pour 77% des classes (54% en 2004) et la prise en compte fréquente de l'articulation lecture-écriture pour 86% des classes (78% en 2004).

Ces indications montrent que les maîtres rencontrent encore des difficultés à mettre en œuvre cette composante du programme et que l'aide des équipes de circonscription et des formateurs est nécessaire pour leur permettre une meilleure appropriation des documents d'accompagnement diffusés. De nombreux départements sont probablement conscients de ce fait puisque plus d'un tiers d'entre eux signale la réalisation d'outils variés dans ce domaine (fiches pédagogiques, cahier-outil, dossier, cédéroms, ressources en ligne...).

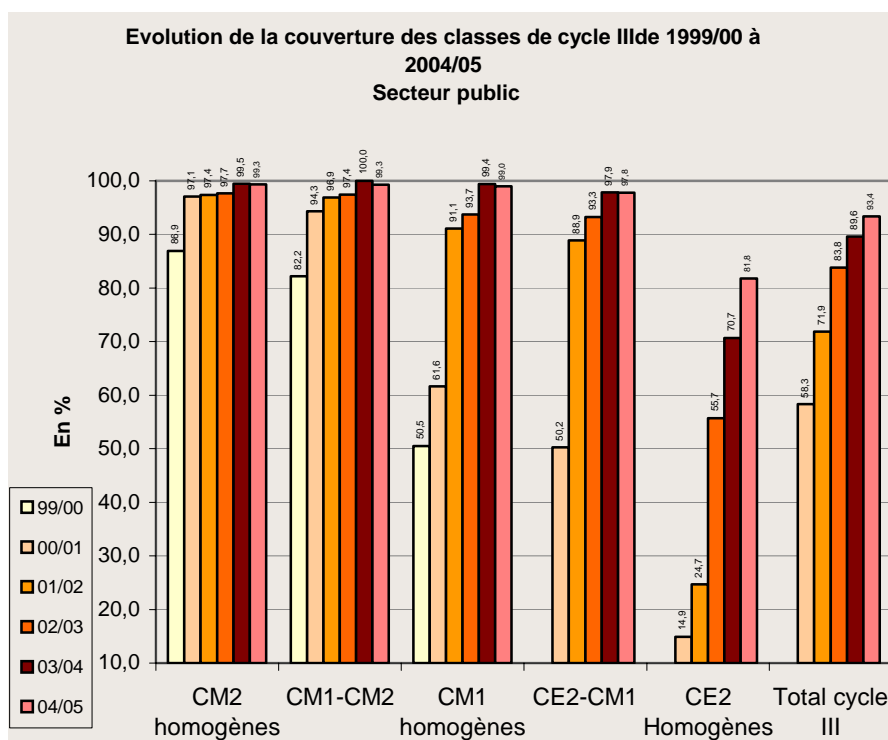
A quelles formes de travail la littérature donne-t-elle lieu?

Les IA insistent sur le fait que les pourcentages masquent une forte hétérogénéité selon les circonscriptions voire les écoles.

	Très fréquemment	Fréquemment	Rarement
essentiellement, lecture en classe par les élèves	26%	51% dont 8% de fréquent à très fréquent	23% dont 3% de rare à très rare
essentiellement, lecture à haute voix par le maître	2,2%	36% dont 2,2 % de fréquent à très fréquent	61,8% dont 6,7% de rare à très rare
alternance de lecture individuelle et de lecture du maître	14,5%	74% dont 4,7% de fréquent à très fréquent	11,5%
débats interprétatifs	3,4%	43,8% dont 2,2% de fréquent à très fréquent	52,8%
différenciation des exigences et des formes de travail (voire des livres lus) selon le niveau des élèves	3,5%	31,4%	65,1% dont 3,5% de rare à très rare
articulation entre lecture et écriture	7,4%	79% dont 5% de fréquent à très fréquent	13,6%
lecture suivie intégrale de chaque ouvrage	5%	90% dont 2,5% de fréquent à très fréquent	5%

Langues vivantes

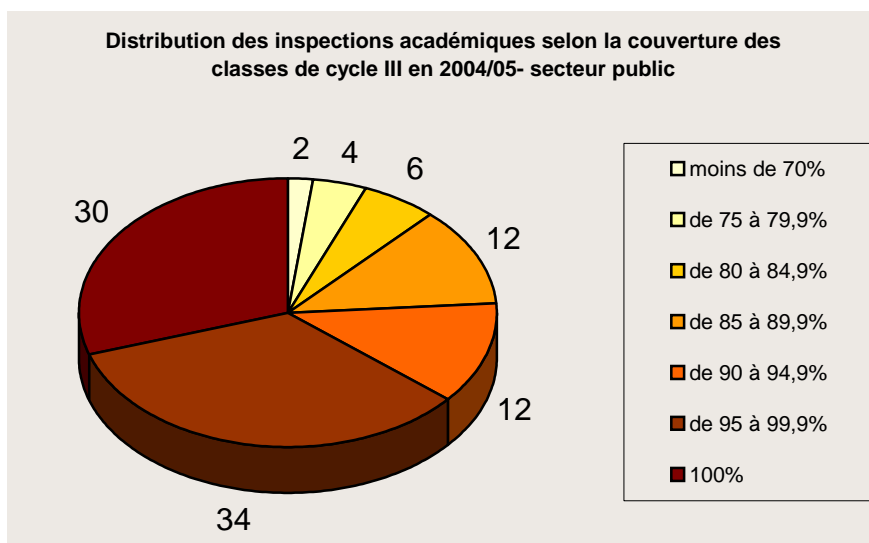
Couverture des classes accueillant des élèves de cycle 3



Dans le secteur public, la couverture des classes accueillant des élèves de cycle 3 continue de progresser, avec 93,4% de classes couvertes cette année, contre 89,6% l'an passé et 83,8% à la rentrée 2002. La progression légèrement plus faible que l'an dernier est de 3,8% sur l'ensemble de la France. Seules cinq académies n'améliorent pas leur taux de couverture. Les améliorations les plus notables sont constatées dans les académies de Corse (+ 11,13 points), Créteil (+10,26 points), Aix-Marseille et la Guadeloupe (+8,9 points). Rouen a cette année rejoint Strasbourg et Poitiers en réalisant la couverture totale.

Cette année, 24 académies sont couvertes à plus de 90% contre 15 l'an dernier et 6 en 2002/2003, toutes les académies étant couvertes à plus de 81%. 5 907 classes de cycle 3 sur 89 493 n'ont toujours pas d'enseignement de langues vivantes, contre 9 014 l'an dernier.

Pour les classes accueillant des élèves de cours moyen (1 et 2), ce taux atteint 98,84% des classes. 721 classes accueillant des élèves de CM n'ont pas d'enseignement de langues vivantes, alors qu'elles étaient 384 en 2003/2004, et 2650 à la rentrée 2002.

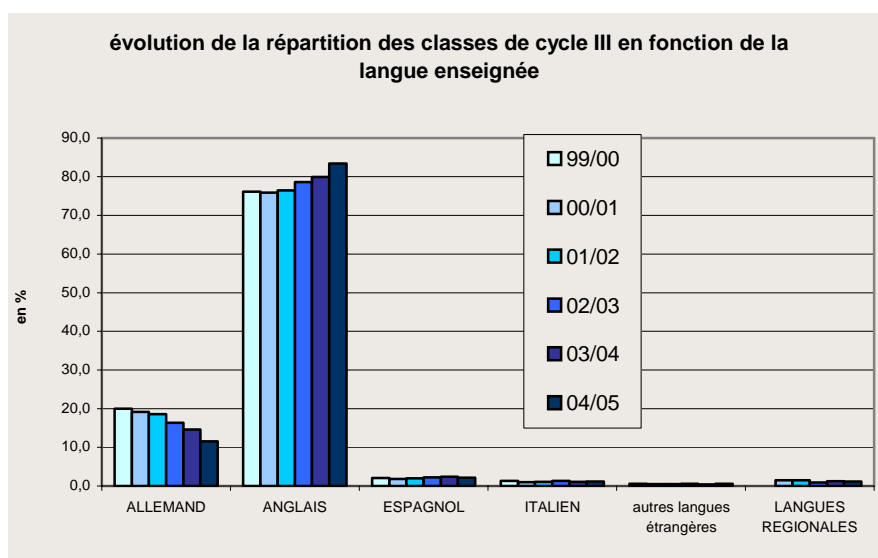


Dans 9 académies, (Martinique, Bordeaux, Corse, Nantes, Limoges, Rouen, Poitiers, Strasbourg, Paris), 100% des classes de CM sont couvertes, et 29 académies sur 30 ont un taux de couverture supérieur à 94%.

Le principal effort porte sur le CE2, dont le taux de couverture atteint 81% des classes, contre 70,7% l'an dernier, et 55,7% à la rentrée 2002. 13 académies ont un taux de couverture supérieur à 90%, alors qu'elles n'étaient que 5 en 2003-2004. Dans les académies de Créteil et Paris, moins de la moitié des classes de CE2 ont un enseignement de langue vivante.

Dans le **secteur privé sous contrat**, la couverture dans le cycle 3 diminue, passant de près de 90% à 85,94%. Plus de la majorité des départements ayant répondu à l'enquête sont couverts à plus de 95%.

Répartition des langues vivantes enseignées au cycle 3



L'équilibre entre les langues enseignées ne connaît pas de bouleversement. Cette année, on assiste à la confirmation des tendances des années précédentes.

Dans le **secteur public**, la part de l'**allemand** poursuit un tassement régulier depuis 1999, elle est cette année de 11,6% des groupes, contre 14,6 l'an dernier, alors que la part des élèves étudiant cette langue semble rester quasiment constante, à 11,3% au lieu de 11,5%.

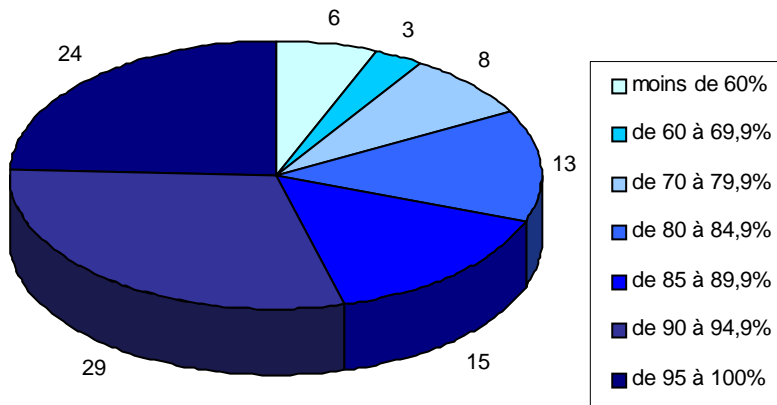
Il est à noter que les académies de Strasbourg et Nancy-Metz regroupent à elles seules plus de 42% des élèves apprenant l'allemand. Avec Créteil, elles réunissent plus de 50% de ces élèves.

L'évolution de l'**anglais** semble légèrement accélérer cette année pour atteindre 83,4% des groupes d'élèves de cycle 3. L'affaiblissement de l'**allemand** profite directement à l'anglais, puisque la part représentée par ces deux langues depuis 2000 reste constante à près de 95%, tant pour les classes que pour les effectifs.

La part de l'espagnol baisse légèrement pour représenter 2,1% des groupes, alors que celle de l'italien reste sensiblement stable, passant de 1% à 1,1% des groupes. Le néerlandais, présent uniquement dans l'académie de Lille, représente 0,22% des groupes, soit presque autant que le portugais, mieux réparti.

L'enseignement du russe (0,02%), de l'arabe (0,03%) et du chinois (0,01%) demeure marginal. L'enseignement des **langues régionales** est en recul, passant de 1,3% en 2004 à 1,1% cette année.

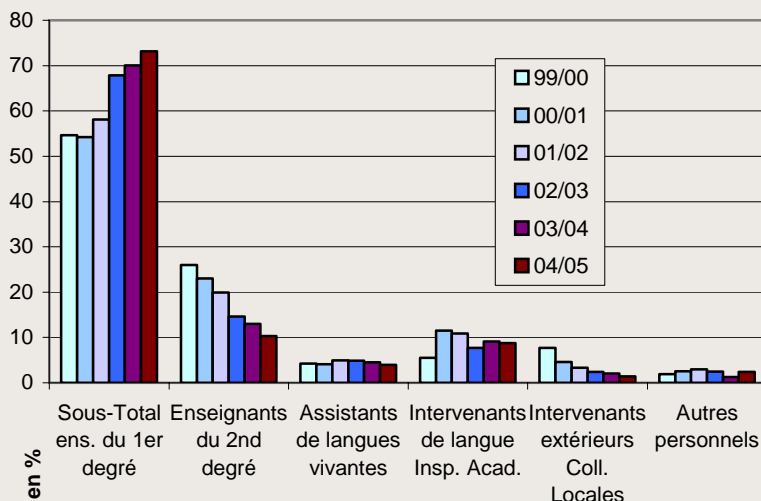
distribution des inspections académiques selon la part de l'anglais en 2004/2005 -secteur public



Dans le **secteur privé** sous contrat, la part de l'allemand semble remonter pour atteindre son niveau de 2002-2003, à 6,8% des groupes contre 5,7% l'an dernier. L'anglais progresse également pour atteindre 91% des groupes. La part des autres langues, passe de 3,8% à 2,15%.

Les personnels chargés de l'enseignement des langues vivantes au cycle 3

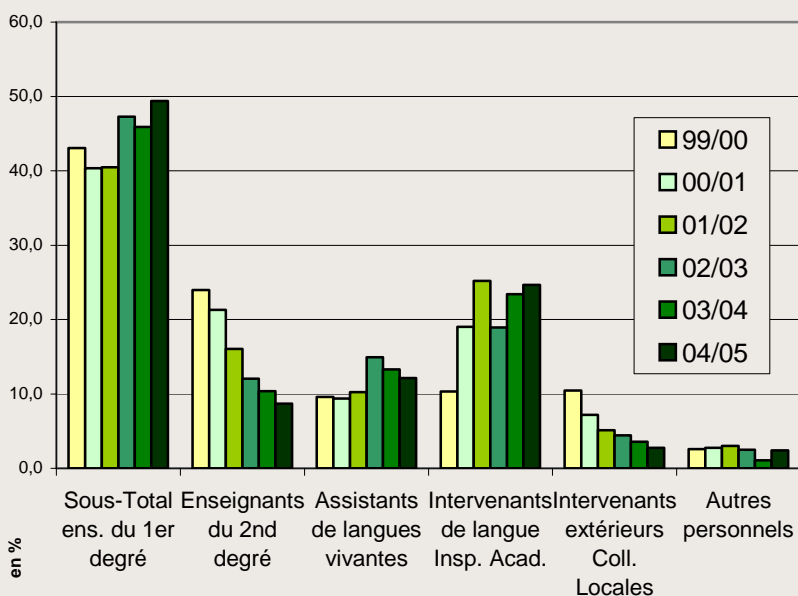
évolution de la répartition des personnels de 1999/00 à 2003/04 -secteur public



Compte tenu de l'imprécision des réponses de certaines académies, notamment concernant l'enseignement privé, il peut être difficile de dégager catégoriquement des tendances. On peut néanmoins constater que le nombre de personnes mobilisées passe de 34 200 à 37 972. Dans le secteur privé, ce nombre progresse fortement, passant de 5 250 personnes à 5 835 cette année.

Dans le **secteur public**, le nombre de groupes d'élèves ou de classes pris en charge par un enseignant du premier degré, après avoir légèrement baissé en 2003, est en nette augmentation à près de 50% des groupes de cycle 3. La part des sortants d'IUFM et des maîtres itinérants stagne autour de 10%. Les échanges de services, après un recul, restent constants, puisque les enseignants du premier degré représentent 73,16% des personnels, soit 27 800 personnes, mais ne couvrent que 50% des classes (70% des personnels et 46 % des groupes l'an dernier). Le recul du nombre des assistants de langue vivante se confirme, ils ne représentent que 3,9%, mais couvrent une part presque constante de groupes, à 12,1%.

évolution de la répartition des groupes d'élèves selon la catégorie de personnels de 1999/00 à 2003/04 -secteur public



Les assistants étranger représentent désormais 63% des assistants contre 53% l'an dernier. La part des enseignants du second degré continue de diminuer : ils prennent en charge 8,7% des groupes de cycle 3.

En moyenne, un intervenant prend en charge 2,3 groupes d'élèves, soit une très légère baisse par rapport à la rentrée précédente. Ce chiffre varie beaucoup selon la catégorie d'intervenants. Les assistants de langue vivante restent à une moyenne de 7,2 groupes, alors que les maîtres itinérants passent à 5,9 groupes (contre 6,6 l'an passé). Les intervenants recrutés par les inspections académiques voient leur niveau de prise en charge se maintenir à 6,5 groupes en moyenne pour 6,3 l'an dernier. Le nombre de groupes confiés à des intervenants recrutés par des collectivités locales (4,3) et à des enseignants du second degré (1,9) reste constant. La part des groupes encadrés par d'"autres personnels" s'amenuise, elle passe de 2,17 à 1,9. Les sortants d'IUFM prennent en charge en moyenne 1,4 groupes, tout comme les autres enseignants de premier degré.

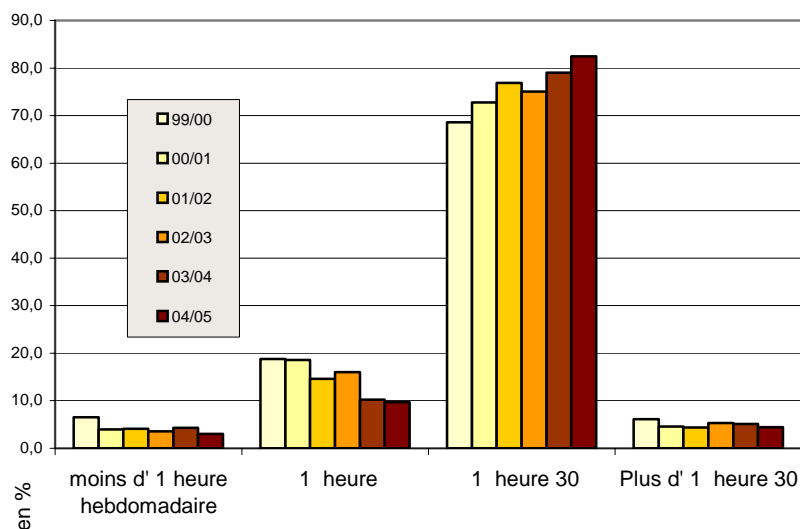
Dans le **secteur privé**, le nombre total d'intervenants a légèrement progressé après une baisse, pour arriver à 5835. La part d'enseignants du premier degré reste stable à 47%. Dans ce secteur également, le nombre des nouveaux titulaires progresse (de 340 à 409) ainsi que celui des autres enseignants du premier (de 2049 à 2273) alors que les enseignants du second degré reculent de près de 6%.

L'engagement des collectivités locales continue de chuter, arrivant à la rémunération de 1,5% des personnels, alors que les intervenants rémunérés par un organisme de gestion privée passent de 360 à plus de 500, soit 8,6% des intervenants du privé.

Les intervenants prennent en charge en moyenne 2,04 groupes, avec de fortes disparités. En effet, les intervenants rémunérés par des consulats se partagent en moyenne plus de 15 groupes, alors que les enseignants sortants de leur formation prennent en charge 1,37 groupes en moyenne.

Le volume horaire consacré à l'enseignement des langues vivantes au cycle 3

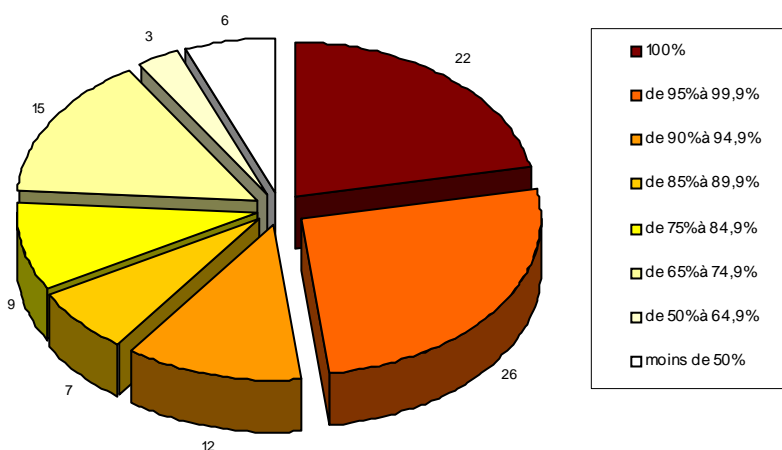
fréquence hebdomadaire pour les classes de cycle III bénéficiant d'un enseignement de langues vivantes de 1999/00 à 2003/04



A la rentrée 2004 dans le **secteur public**, 87% des classes couvertes bénéficiaient d'un enseignement d'au moins une heure trente hebdomadaire. Parmi les groupes suivant une heure trente d'enseignement de langues vivantes par semaine, 97% fractionnent cet enseignement en deux séances. Les groupes ayant moins d'une heure trente hebdomadaire d'enseignement de langues étrangères représentent plus que 12,7% contre 14,4% en 2003 et 19,6% à la rentrée 2002.

La durée globale de l'enseignement connaît un palier dans son évolution. Si les groupes d'élèves bénéficiant de 30 semaines ou plus d'enseignement représentaient 82% de l'ensemble l'an dernier, ce taux est passé à 75,8% à la rentrée 2004. La part de groupes bénéficiant de moins de 20 semaines d'enseignement des langues vivantes est tombé à 0,09%, soit une baisse de 50% en un an pour la deuxième année consécutive. A l'opposé, on observe une hausse de la part des groupes suivant 36 semaines d'enseignement, avec 22,15% au lieu de 17,4%.

distribution des inspections académiques selon la proportion de classes bénéficiant d'au moins 1 heure trente hebdomadaire en 2003/04 - secteur public



Dans le **secteur privé sous contrat**, seuls un peu plus de 50% des groupes ont une heure trente ou plus de cours hebdomadaires. Parmi les groupes bénéficiant d'une heure trente d'enseignement, 94% les répartissent en deux séances.

Ces résultats sont en légère hausse par rapport à ceux de l'an dernier.

Le nombre de semaines d'enseignement est également plus faible que dans le secteur public. 29,1% des groupes ont moins de 30 semaines d'enseignement, proportion en légère hausse par rapport à l'an dernier. Il semble que l'augmentation du taux de couverture dans le secteur privé se soit faite au détriment de l'horaire complet (autre répartition de la ressource).

Les outils pédagogiques d'accompagnement

Sur 90 départements, 57 oeuvrent à la mise en place de progressions ou d'outils de continuité sur les trois années du cycle 3 ; 16 nuancent leur réponse par un pourcentage allant de 33% à 84% ; dans 10 départements cette mise en place est rare ou en cours (7 NR).

Parmi les réponses affirmatives, 12 ont élaboré un document départemental avec progressions et programmations, parfois à la suite d'un stage, 7 ont établi un document passerelle intercycle et/ou cycle3/6^e.

Au CE2 c'est l'oral qui est privilégié, alors qu'au CM1 et CM2, dans un certain nombre de départements, oral et écrit sont mêlés (une seule réponse pour le recours à de l'écrit principalement).

Dans 17 départements, un livret d'évaluation académique ou départemental a été conçu ; 24 utilisent un document passerelle, 11 mettent en place une évaluation de fin de cycle 3. Le portfolio est cité 4 fois, le recours aux documents d'application 6 fois, les inspections et visites de CPC 7 fois.

Sciences et technologie

	rappel du nb de classes observées	constat positif	pourcentage	enquête 2003-2004	enquête 2002-2003
Nombre de classes de CE2 où l'enseignement sollicite véritablement l'activité expérimentale des élèves.	9398	6 000	63,8 %	61,2 %	33,0 %
Nombre de classes de CE2 où le carnet d'expériences et d'observations est mis en place.	9398	3 875	41,2 %	33,6 %	20,0 %
Nombre de classes de CM1 où l'enseignement sollicite véritablement l'activité expérimentale des élèves.	9276	6 423	69,2 %	50,0 %	
Nombre de classes de CM1 où le carnet d'expériences et d'observations est mis en place.	9276	4 118	44,4 %	28,1 %	
Nombre de classes de CM2 où l'enseignement sollicite véritablement l'activité expérimentale des élèves.	8369	6 259	74,8 %		
Nombre de classes de CM2 où le carnet d'expériences et d'observations est mis en place.	8369	4 032	48,2 %		

Sur 27 043 classes de cycle 3 observées, dans 18 682 d'entre elles (soit 69,1%) les enseignants mettent les élèves en situation d'activité expérimentale. Dans 12 025 (44,5%) d'entre elles, un carnet d'expériences et d'observations a été mis en place. Dans les deux cas, on constate un accroissement du CE2 au CM2, ce qui renforce, d'une part, l'impression de fiabilité de ces informations et d'autre part, constitue un indicateur de continuité des outils mis au service des apprentissages.

Sur le plan matériel, de nombreux départements se sont dotés de mallettes pédagogiques circulant entre les écoles de chaque circonscription, voire entre circonscriptions.

Enseignements artistiques

Éducation musicale

Dans 14 516 écoles, une chorale est mise en place. Parmi elles, 5 946 font pratiquer le chant polyphonique ou en canon aux élèves.

Dans la totalité des départements, on écoute des œuvres en classe,

Dans plus de la moitié des départements, on pratique des activités vocales, instrumentales et corporelles.

Dans un tiers des départements, les œuvres de références font l'objet d'une approche culturelle, on réalise des projets de créations sonores.

Arts visuels

Dans plus de la moitié des départements, on pratique la lecture d'images, les activités plastiques associant la variation des techniques, des supports et des thèmes.

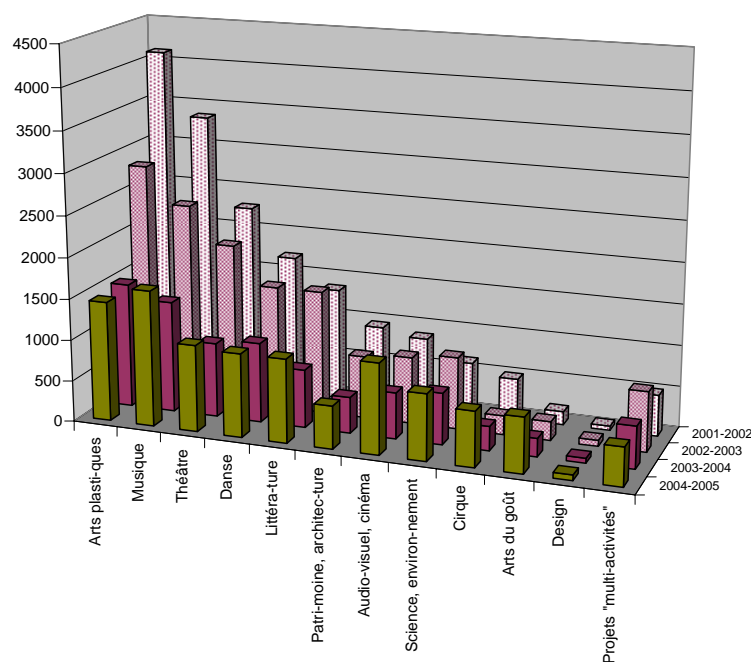
Dans un tiers des départements, on pratique des visites d'expositions, des activités plastiques orientées vers l'imitation ou le détournement des oeuvres.

Dans un quart des départements, on réalise des musées de classe.

Les créations visuelles sont mises en valeur en public.

	Arts plastiques	Musique	Théâtre	Danse	Littérature	Patrimoine, architecture	Audio-visuel, cinéma	Science, environnement	Cirque	Arts du goût	Design	Projets "multi-activités"	totaux
2001-2002	4120	3357	2276	1706	1358	949	868	628	493	161	52	499	16 467
2002-2003	2831	2392	1951	1491	1491	755	809	872	229	229	73	726	13 849
2003-2004	1512	1350	903	967	706	438	559	624	293	223	59	511	8 145
2004-2005	1455	1649	1052	1015	1015	520	1098	802	667	667	68	466	10 474

Par rapport à l'année 2003-2004, on constate un accroissement général du nombre de classes à projet artistique et culturel (+ 2 329) et dans chaque catégorie par rapport à l'année précédente, hormis les arts plastiques et les projets multi-activités, en même temps qu'une baisse du nombre de projets ; ceux-ci doivent donc désormais concerner plusieurs classes.



B2i

	juin 05	juin 04	juin 03
Quel pourcentage d'élèves de CM2 entrèrent au collège avec le B2i niveau 1 validé ?	47,7% (86*)	36 %	35 %
Quel pourcentage d'élèves de CM2 n'auront validé aucune compétence du B2i niveau 1 ?	15,8% (87*)	---	---

*nombre de départements ayant répondu.

Les poids respectifs des départements n'ayant pas été pris en compte dans le calcul de la moyenne nationale (données non communiquées), celle-ci reflète davantage une tendance qu'une donnée reflétant fidèlement la réalité.

On considérera donc plutôt ces chiffres et leur évolution comme des ordres de grandeur que comme des données consolidées.

Livrets scolaires

Le questionnaire d'enquête demandait le nombre d'écoles du département dans lesquelles le renouvellement du livret scolaire avait suivi la mise en œuvre des nouveaux programmes, le répertoire des compétences à évaluer ayant évolué.

83 départements ont fourni une réponse exploitable portant sur 42 994 écoles recensées : dans environ une école sur deux (21 361 écoles), le livret scolaire est en cours de renouvellement. Dans 4 départements, des livrets départementaux sont mis en place.

Le tableau ci-dessous indique la répartition en pourcentage d'écoles par département :

nb de départements	renouvellement concernant				
	Moins de 10% d'écoles	de 10 à 29% d'écoles	de 30 à 59% d'écoles	de 60 à 89% d'écoles	de 90 à 100% d'écoles
juin 04	14	9	16	5	3
juin 05	2	18	35	20	7

RESTITUTION DE L'ENQUETE 2003-2004

Les écoles ont-elles été destinataires de la synthèse de l'enquête précédente (juin 2004) ou d'une information relative à cette enquête ?

<i>modalités de restitution</i>	<i>nb de départ</i>
OUI (sans précision)	37
site départemental IA	4
bulletin départemental	1
lors des animations pédagogiques	2
réunion des directeurs d'école par l'IA	2
envoi aux circonscriptions IEN (sans précision sur la retransmission)	12
partiellement ou information seulement	10
NON	16
NR	15
	99